

Imprimer

20.09.2010 © Charente Libre  
Droits de reproduction et de diffusion réservés  
**Usage strictement personnel**

## ■ Les faits du jour en région

### DANS L'ESPOIR D'UN RETOUR DE FORD

**Syndicats et politiques locaux font pression sur le constructeur automobile pour sauver les 1.600 emplois de Blanquefort.**

Stéphane Moréale

20.09.2010



Stéphane Moréale

Ford va-t-il reprendre son usine de Blanquefort FAI (First Aquitaine Industrie), cédée il y a un an pour un euro symbolique à l'équipementier allemand HZ Holding ? «*Des bruits courent. Ford retrouve des couleurs sur le marché européen*». Francis Wilsius, élu au conseil régional d'Aquitaine et ex-secrétaire général du comité d'entreprise de l'unité de production de boîtes de vitesses, est convaincu que le salut des 1.600 salariés de FAI passe par un retour de Ford aux commandes. Il n'est pas le seul. La CGT, syndicat majoritaire dans l'entreprise, l'a déjà proposé après l'échec le mois dernier du projet de reprise du site. Les politiques locaux ont embrayé. Car la panne sèche menace FAI: son premier client, Ford Europe, doit cesser

ses commandes de boîtes de vitesses fin 2011. La fermeture de l'unité de Blanquefort condamnerait aussi l'usine soeur Getrag Ford et ses 850 salariés. «*Getrag fournit les pignons des boîtes assemblées par FAI*» explique Francis Wilsius.

Reprise des ventes  
de la Fiesta

Couper les vivres à FAI apparaîtrait peu logique, les deux usines de Blanquefort fournissant aussi les boîtes de vitesses des Ford Fiesta vendues sur le marché européen. Lesquelles ventes ont repris sur le vieux continent. Politiques et syndicats se préparent donc à manifester le 2 octobre prochain à Paris lors du salon de l'automobile pour exiger le retour dans le jeu du constructeur américain. En attendant, les compteurs sont remis à zéro même si la direction de Ford Europe a récemment déclaré vouloir garantir les emplois. Le plan de reprise proposé par HZ Holding, filiale du groupe allemand Johann Hay, a calé sec. La diversification de l'usine vers la production d'éléments d'éoliennes imposait d'injecter du carburant dans le moteur: 62 millions d'euros. Malgré l'implication de la ministre de l'Economie Christine Lagarde, les banques ont refusé d'octroyer un prêt de 20 millions d'euros, faute de garanties suffisantes de la part de Johann Hay. Le retrait de Hay, redouté par les syndicats, a pris de court les politiques, y compris Christine Lagarde qui affirmait il y a peu le projet solide. En réaction, le président (PS) du conseil régional Alain Rousset, le maire (UMP) de Bordeaux Alain Juppé, le président de la communauté urbaine et maire (PS) de Blanquefort Vincent Feltesse ont demandé à la ministre un rendez-vous. Le 30 septembre prochain, une autre réunion est prévue entre la direction de Ford et le préfet de région Dominique Schmitt. Désormais priés par les syndicats d'appuyer sur l'accélérateur. «*Le gouvernement a été cocu dans l'affaire, lâche, amer*, Francis Wilsius. *Il doit maintenant faire pression sur Ford, qui a raté la reconversion du site. C'est à eux de trouver des solutions pérennes*». 2.450 emplois sont en jeu.

**L'expérience du repreneur allemand a vécu. Les salariés attendent.**

Photo S. M.

Imprimer

20.09.2010 © Charente Libre

Droits de reproduction et de diffusion réservés

**Usage strictement personnel**